
ZOOM SUR...

Dans le cadre du programme européen "ParticipaTic"

"Environnements numériques d'apprentissage, défense des droits, handicap : renforcer les compétences des acteurs de l'inclusion sociale"

Colloque international les 4 et 5 juin 2019 à La Plaine Saint-Denis

[Voir le programme](#)

ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Personne âgée

Loi visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie – [En savoir plus](#)

Organisation sanitaire et sociale

Programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2019 – [En savoir plus](#)

Développement des soins de réhabilitation psychosociale sur les territoires – [En savoir plus](#)

Enseignement

Ouverture au titre de l'année 2019 d'une session d'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement des jeunes sourds (CAPEJS) – [En savoir plus](#)

Cadre national sur les attendus des formations conduisant au diplôme d'Etat d'assistant de service social (DEASS), au diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants (DEEJE), au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES) et au diplôme d'Etat d'éducateur technique spécialisé (DEETS) – [En savoir plus](#)

Emploi, Travail

Déploiement du plan 10 000 entreprises pour l'inclusion et l'insertion professionnelle – [En savoir plus](#)

Réponse à la question écrite Sénat de Madame Françoise Férat : Impacts sur les entreprises adaptées de la réforme de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés – [En savoir plus](#)

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

Un droit pour tous. Une place pour chacun – Mission Nationale Accueils de loisirs et Handicap

Devant la carence d'offre d'accueil des enfants en situation de handicap, ce rapport émet 20 propositions pour développer l'accès et la participation des enfants et adolescents en situation de handicap aux accueils de loisirs. [...] 76 % des enfants, dans notre pays, fréquentent de manière ponctuelle ou régulière, un accueil de loisirs périscolaire ou extrascolaire, faisant de ces espaces de vie sociale le premier lieu d'accueil collectif après l'école, l'accueil et la participation des enfants en situation de handicap n'a jamais été un sujet pris en compte dans les politiques publiques... [Mission Nationale Accueils de loisirs et Handicap, 2018. 120p.](#) – [Texte intégral](#)

Guide pour la scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap – Ministère de l'Education nationale et de la jeunesse, MAIF

Cette brochure est destinée à l'information des familles. Elle a été conçue comme une aide à l'accomplissement des parcours scolaires des enfants et des adolescents en situation de handicap en proposant une approche simple et pratique des principaux domaines et situations rencontrés au quotidien. [Ministère de l'Education nationale et de la jeunesse, 2018, 30p.](#) – [Texte intégral](#)

Décision 2018-323 du 21 décembre 2018 relative à la prise en compte des candidats en situation de handicap dans le cadre de la nouvelle procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales de l'enseignement supérieur (Parcoursup) – Défenseur des droits

Le Défenseur des droits s'est saisi d'office de la question de la prise en compte des étudiants en situation de handicap dans le cadre de la nouvelle procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales de l'enseignement supérieur (Parcoursup). Le Défenseur des droits décide de recommander à la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de prendre les mesures appropriées afin de garantir aux personnes handicapées un accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement supérieur, conformément à l'article 24.5 de la CIDPH. A ce titre, il lui demande : - de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer la mise en œuvre effective des mesures d'accompagnement pour les candidats en situation de handicap prévues dans l'instruction n° 2018-046 du 28 mars 2018 ; - de veiller à ce que les candidats en situation de handicap ne soient pas pénalisés lors de l'évaluation de leur candidature en raison de leur parcours qui peut parfois se révéler atypique ; - d'examiner la possibilité de mettre en place, au niveau de chaque académie, un dispositif permettant une affectation prioritaire des candidats en situation de handicap, sans qu'il ne soit imposé à ces derniers d'attendre la fin de la procédure d'affectation prévue par Parcoursup. [Défenseur des droits, 2018, 9p.](#) – [Texte intégral](#)

Bilan des sections d'enseignement général professionnel adapté (SEGPA) – Desprez J. M., Abraham B.

Ce rapport propose plusieurs recommandations susceptibles d'éclairer les décisions à venir pour accompagner et mieux faire réussir les élèves concernés par les Segpa : connaître les difficultés des élèves pour accompagner les décisions d'orientation ; confirmer les Segpa dans leur capacité à répondre au principe d'une École inclusive énoncé par la loi ; accompagner les Segpa par la mise en œuvre d'un pilotage renforcé ; conforter la Segpa dans sa capacité à traiter les difficultés scolaires graves et persistantes ; articuler l'enseignement de complément de découverte professionnelle avec les autres enseignements et les différents parcours. Le rapport conclue sur la proposition de faire évoluer la Segpa en un "pôle de ressources" à destination de tous les élèves du collège qui rencontrent des difficultés scolaires. [IGEN, 2018, 87p.](#) – [Texte intégral](#)

Accueil et accompagnement des enfants et adultes en situation de handicap. Bilan des réalisations au 31 décembre 2017 et programmation de places nouvelles entre 2018 et 2021 – Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

Le présent document fait le point sur les réalisations observées au 31 décembre 2017 ainsi que sur les évolutions futures programmées par les ARS jusqu'en 2022 dans le champ des personnes en situation de handicap. La première partie porte sur l'offre d'accueil et d'accompagnement de façon globale : état des lieux à fin 2017 et évolutions prévues. La seconde partie consiste en un approfondissement des réalisations et des évolutions prévues spécifiquement au titre des plans nationaux de développement et de transformation de l'offre... [CNSA, 2018, 40p.](#) - [Texte intégral](#)

Guide méthodologique de la mesure de l'activité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) – Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

La CNSA a publié ce guide pour accompagner les établissements et services médico-sociaux (ESSMS), les agences régionales de santé et les conseils départementaux dans la mise en œuvre du décret du 27 juin 2018 relatif à la modulation de la dotation en fonction de l'activité. Il contient des définitions et conventions de mesure visant à faciliter un usage harmonisé de trois types d'indicateurs (taux d'occupation, nombre de personnes accompagnées au cours de l'année, nombre de prestations réalisées), ainsi que des éléments de préconisation, ouvrant vers d'autres types d'indicateurs complémentaires ou alternatifs. Toutes les catégories d'ESSMS, à l'exception des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), des petites unités de vie et des résidences autonomie (ex-logements foyers) sont concernées par ce guide. [CNSA, 2019, 43p.](#) – [Texte intégral](#)

Qu'est-ce que la réforme SERAFIN-PH ? – Bachelot Elisabeth, Cyr-Lorrain Donatienne, Herszberg Salomé, et al.

La réforme SERAFIN-PH concerne les établissements et les services pour les personnes handicapées en France. L'argent va être donné autrement aux établissements et aux services. Ce document est écrit en facile à lire et à comprendre. Le facile à lire et à comprendre est une méthode qui rend les informations accessibles à tous. [CNSA, 2019, 12p.](#) – [Texte intégral](#)

Le public recourant aux MDPH en 2017 - Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

En 2017, plus de 1,73 million de personnes ont déposé au moins une demande (première demande ou réexamen de la demande), une même personne pouvant déposer un dossier contenant une ou plusieurs demandes. En 2017, les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ont reçu 4,5 millions de demandes. Un tiers des demandes déposées pour l'allocation aux adultes handicapés (AAH), la prestation de compensation du handicap (PCH) et les cartes le sont par des personnes âgées de 60 ans ou plus. On estime que 5,2 millions de personnes ont au moins une reconnaissance administrative de leur handicap par la MDPH au 31 décembre 2017. [CNSA, Repères statistiques, n° 3, 2019, 3p.](#) – [Texte intégral](#)

Evaluation du coût des mesures de protection juridique des majeurs gérées par des mandataires judiciaires. Note méthodologique préalable à la réalisation d'une enquête de coûts – Magnier Antoine, Remay Frédéric, Mayaux Damien

Ce rapport souligne le fait que le coût pour les finances publiques des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ou dans le cadre de services mandataires a augmenté fortement entre 2008 et 2013 (passant de 416 à 571 M€) et beaucoup plus que prévu au moment de la loi de 2007, en particulier pour les organismes de sécurité sociale (passant de 153 à 344 M€). La mission avait pour objectif d'analyser les caractéristiques et les déterminants de cette augmentation et de proposer des pistes pour réguler la dépense. [Igas, 2018, 96p.](#) - [Texte intégral](#)

Rapport d'information n° 1572 sur la révision de la loi relative à la bioéthique – Breton Xavier, Touraine Jean-Louis

La réflexion sur l'évolution des règles de bioéthique a été lancée avec l'ouverture, le 18 janvier 2018, par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), des Etats généraux de la bioéthique, qui se sont conclus par le rapport des Etats généraux de la bioéthique 2018, publié le 2 juillet 2018, et un avis du Comité consultatif national d'éthique, rendu public le 25 septembre 2018. L'Agence de biomédecine a également publié, en janvier 2018, un rapport sur l'application de la loi destiné à préparer son réexamen. Comme lors des précédentes révisions, le Conseil d'Etat a été saisi par le Premier ministre d'une demande d'étude destinée à en éclairer les enjeux juridiques ; le Conseil a adopté son étude intitulée Révision de la loi de bioéthique : quelles options pour demain ? Le 28 juin 2018. Enfin, conformément à l'article 47 de la loi du 7 juillet 2011, l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques a présenté cet automne un rapport sur l'évaluation de l'application de la loi. Compte tenu des enjeux liés à la future loi de bioéthique, la Conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé, le 12 juin 2018, de créer une mission d'information sur la révision de la loi relative à la bioéthique. La mission d'information a mené une série d'auditions, d'une part liées aux sujets sur la procréation, notamment l'extension de l'assistance médicale à la procréation (AMP ou PMA) et la gestation pour autrui (GPA), d'autre part, sur des thèmes plus circonscrits (santé et environnement, diagnostics prénatal et préimplantatoire, tests génétiques, recherches sur l'embryon, accès aux origines personnelles, intelligence artificielle, etc). [Assemblée nationale, 2019, 378p.](#) – [Texte intégral](#)

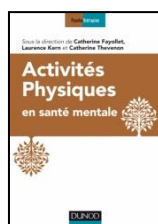
Mon Observatoire du Développement Durable : Première campagne de collecte (Campagne 2017) – ANAP

Mon Observatoire du Développement Durable est composé de 32 questions réparties sur 6 axes (gouvernance, sociétal, social, environnemental, achats responsables et axe économique), permettant de restituer des indicateurs chiffrés et non chiffrés pour apprécier la maturité des structures sur ces huit domaines. Cette publication a été élaborée conjointement avec les ministères en charge de la santé, des familles et celui en charge du Développement Durable ainsi qu'avec les fédérations : FHF, FEHAP, FHP, UNICANCER, FNEHAD, UNIOPSS, NEXEM, FNAQPA et SYNERPA. La campagne de collecte 2017 a été réalisée entre le 1er juin et le 11 septembre 2017 sur la base du volontariat des structures. Ce rapport s'appuie sur les résultats de 426 répondants volontaires issus des secteurs sanitaire, social et médico-social. Il présente les chiffres du secteur en termes de consommations et d'engagement dans différentes démarches. Cela permet aux structures de se situer par rapport aux autres acteurs du secteur dans leur champs d'activité afin d'identifier des pistes d'amélioration. [ANAP, 2019](#) - [Texte intégral](#)

Note d'orientation pour une action globale d'appui à la bientraitance dans l'aide à l'autonomie – Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, Conseil national consultatif des personnes handicapées

Ce rapport sur la lutte contre la maltraitance à l'encontre des personnes dépendantes, âgées ou handicapées et la promotion de la bientraitance, a été remis par Denis Piveteau aux ministres Agnès Buzyn et Sophie Cluzel le 24 janvier dernier. Mots blessants, défauts de soins ou privation d'aller et venir : les maltraitances sont trop souvent sous-estimées, souligne le rapport. Dans les maisons de retraite, les établissements médico-sociaux ou lors des soins à domicile, cette "violence cachée" recouvre des situations très diverses, dont l'ampleur est mal mesurée, soulignent les auteurs, qui proposent des pistes pour mieux les identifier et les prévenir... [HCFE, CNCPH, 2019, 117p.](#) – [Texte intégral](#)

LU POUR VOUS



Activités physiques en santé mentale – Fayollet Catherine (Dir.), Kem Laurence (Dir.), Thévenon Catherine (Dir.)

Le recours aux activités physiques et sportives en santé mentale est connu depuis longtemps. De nos jours, il prend toute son importance, en association des traitements médicamenteux et des psychothérapies. Ces pratiques, quand elles sont adaptées à l'état clinique ont un impact, vérifié par les méta-analyses mondiales, à la fois neurobiologique, cérébral, métabolique et physiologique. Elles sont bénéfiques pour les personnes porteuses de souffrance psychique épisodique (dépression de l'humeur) ou chronique (schizophrénie). L'effet psycho-social et relationnel suscitée compte aussi pour beaucoup dans la prévention, l'amélioration des troubles et le rétablissement. (R. A.) Editions Dunod, Collection Psychothérapies, 2019, 209p. – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

AGENDA NATIONAL

Communiqués de presse

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 6 février 2019

"Devenir parents, quand on est en situation de handicap" – [Voir le communiqué](#)

Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, 1er février 2019

"Ensemble pour une école inclusive" : les premières annonces à l'Assemblée nationale – [Voir le communiqué](#)

Premier baromètre AGEPHIP, IFOP

La perception de l'emploi des personnes en situation de handicap Enquête auprès des entreprises, des salariés et du grand public – [Voir le baromètre](#) / [Voir l'enquête](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 1er février 2019

"Duoday 2019 : un tremplin vers l'emploi. Participez le 16 mai 2019" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 30 janvier 2019

"Un budget 2019 au service de la société inclusive !" - [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 29 janvier 2019

"Comité de pilotage. Transformation de l'offre d'accompagnement" - [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 28 janvier 2019

"Bilan 2018 et perspectives 2019. Handicap : priorité du quinquennat" - [Voir le communiqué](#)

Appel à projets, appel à contributions...

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées, 29 janvier 2019

"Appel à candidatures dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de suppléance à domicile du proche aidant et de séjours de répit aidants-aidés" : Date de dépôt de candidature. Séjour de répit aidant-aidés : 18 février 2019 / Prestations de suppléance à domicile du proche aidant : 4 mars 2019 – [Lire l'appel](#)

Fondation Maladies Rares, Fondation d'entreprise IRCM

Lancement du 1er Atelier de co-design e-santé & maladies rares. Appel à candidatures ouvert du 28 janvier au 13 mars 2019 – [Voir l'appel](#)

Tous HanScène

7ème édition du concours vidéo Handicap étudiant – [Lire l'appel](#)

Colloques, congrès...

Grenoble, 7 mars 2019

"Ces vieux qui "déménagent"" : 4ème Journée de gérontopsychiatrie organisée par le Comité Local de Santé Mentale de la Ville de Grenoble et Isère Gérontologie - [En savoir plus](#)

Paris, 14 mars 2019

"Femme avant tout" : 1ère édition du Colloque organisé par l'Association Francophone de Femmes Autistes – AFFA en partenariat avec le Centre Ressources Autisme Ile-de-France – CRAIF – [En savoir plus](#)

AGENDA INTERNATIONAL

Colloques, congrès...

Dans le monde, 2ème lundi de février

Journée internationale de l'épilepsie organisée par Le comité local de santé mentale (CLSM) de la ville de Grenoble et Isère Gérontologie – [En savoir plus](#)

Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis), du 8 au 21 mars 2019

Jeux mondiaux spécial Olympics organisés par l'Association Special Olympics – [En savoir plus](#)

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 et au RGPD 2016/679 du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Service Documentation – Ecole des hautes études en santé publique, 15 avenue du professeur Léon Bernard 35043 Rennes Cedex et/ou par mail à bibliotheque@ehesp.fr

Ecole des hautes études en santé publique

(EHESP, Rennes - Sorbonne Paris Cité)

20, avenue George Sand,

93 210 La Plaine Saint Denis - 02 99 02 24 50

En savoir plus sur le [service documentation](#)

[Bibliotheque.paris@ehesp.fr](mailto:bibliotheque.paris@ehesp.fr)

[S'abonner / Se désabonner](#)